

Motion de soutien à Amaya Coppens

Ce lundi 10 septembre 2018, Amaya Coppens, 23 ans et leader du mouvement nicaraguayen '*19 de abril*', a été arrêtée et enfermée dans une prison du pays.

Amaya, née de père belge et de mère nicaraguayenne a grandi au Nicaragua et est aujourd'hui étudiante en 5e année de médecine. Depuis plusieurs mois, la situation du pays s'est dégradée, suite aux relents totalitaires du régime de Daniel Ortega. À plusieurs reprises, et après des menaces à répétitions, le père d'Amaya lui a demandé de rentrer en Belgique afin de se mettre à l'abri: chose qu'elle a refusé, car elle ne voulait pas abandonner la lutte.

Selon Amnesty International, plus de 400 personnes ont été arrêtées de manière arbitraire depuis avril dernier.

Aujourd'hui, Amaya est victime de la stratégie de persécution et de répression mise en place par le régime de Daniel Ortega. Elle est accusée de "terrorisme", le gouvernement souhaite faire d'elle un cas d'école et mener un procès d'envergure.

Depuis son arrestation, de nombreuses prises de positions et soutiens tous azimuts ont appelé à sa libération: le ministère des affaires étrangères, les journaux nationaux et organismes de défense des Droits de l'Homme se sont faits entendre.

Toutefois, une voix reste à faire résonner: celle du mouvement étudiant belge.

Par cette motion de soutien, nous souhaitons engager publiquement l'AGL à soutenir Amaya Coppens dans un combat que nous partageons, et souhaitons également rappeler l'importance de l'indépendance du mouvement étudiant de par le monde. Son importance, car il est l'un des gardiens de la démocratie et de l'écoute des minorités. Important également, car il fédère et mobilise pour la défense des droits fondamentaux.

Nous engageons donc l'AGL à:

- Appeler à la libération d'Amaya, et, plus largement, à la libération des autres prisonniers politiques du pays.
- Engager l'AGL à porter et soutenir des initiatives en faveur de sa libération.
- Amener notre soutien au mouvement étudiant du pays dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance des universités.